

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, l'idée-force, c'est bien que le mouvement d'émancipation est le mouvement de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Les conditions d'une alternative existent désormais. Celle-ci est plus nécessaire que jamais : le patrimoine cumulé des 1 % les plus riches du monde dépasse celui des autres 99 % de la population. Ce sont elles et eux pourtant, qui, pour l'essentiel, construisent la richesse de la petite minorité privilégiée.

S'il en était besoin, les tragiques attentats de Paris et de Saint-Denis mettent à nouveau en lumière l'urgence de penser l'avenir et de construire un nouveau récit émancipateur, humaniste, social, écologique et démocratique à l'échelle de la planète.

Penser l'avenir, c'est redonner espoir dans une nouvelle ère d'émancipation humaine, de progrès social et environnemental, condition pour dépasser le duo mortifère du néolibéralisme et du néofascisme qui nous conduit tout droit aux abîmes de la barbarie.

### **Notre humanité est en jeu**

Le monde, l'Europe, la France sont plongés dans une crise durable et multiforme. Elle est financière, économique, écologique, politique, culturelle et démocratique, et fait croître le chaos mondial : montée des autoritarismes, du racisme, de la xénophobie, mise en concurrence de toutes et tous contre toutes et tous, exacerbation de la violence et des guerres. Le risque est grand de voir l'intégrisme des marchés financiers préparer une nouvelle crise plus dure et brutale que la précédente de 2007-2008.

Le néolibéralisme est en crise profonde parce qu'il a de plus en plus de mal à faire accepter aux peuples les régressions et les inégalités sociales, culturelles et de genre, les reculs de la démocratie et la mise en cause des écosystèmes qu'il leur fait subir. Les guerres qu'il génère pour maintenir sa domination provoquent des mouvements dramatiques de réfugié-e-s fuyant les atrocités et que les dirigeants européens, toute honte bue, laissent mourir à nos frontières.

Produit monstrueux du capitalisme et roue de secours indispensable au maintien de sa domination globale, les populismes et les néofascismes fleurissent dans le monde, singulièrement chez nous en Europe et en France, et le djihadisme en est une caricature sinistre. Ils prônent une alternative autoritaire et liberticide, nationaliste et raciste, violente et obscurantiste.

La crise actuelle n'est pas seulement une nouvelle crise cyclique du capitalisme mondialisée mais elle est une véritable crise du sens même du devenir de la France et de l'Europe. Le monde a changé : l'Occident n'est plus au centre, dominant le reste de la planète comme cela a été le cas depuis deux siècles. Les sociétés et les êtres humains ont eux aussi profondément changé : au sein d'un capitalisme financiarisé, productiviste et déshumanisant, émergent des aspirations et des expériences individuelles et collectives à mieux vivre et à vivre différemment dans des rapports sociaux plus solidaires, plus libres, plus égalitaires et plus harmonieux avec la nature. Le désir est fort de partager et de s'approprier les savoirs et les cultures. De même est forte la volonté des citoyen-ne-s d'être associé-e-s aux décisions qui engagent leur avenir et celui de leur pays, du local au global.

C'est au regard de ces aspirations et de ces expériences nouvelles que se pose l'ardente obligation de proposer une nouvelle perspective.

## **Penser l'avenir, c'est penser le monde et l'Europe : la France y tient une place particulière**

En France, le capitalisme s'abat sans pitié aucune sur notre industrie, nos services et sur le monde du travail, de la création et de la jeunesse. La moitié des travailleurs gagnent moins de 1 700 euros par mois. Les chômeurs sont plus de 5 millions. Et 8 millions de nos concitoyens vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Mais notre peuple s'appuie aussi sur la richesse des solidarités nationales qu'il a su construire. Il sait ce qu'il doit à la socialisation des richesses incarnée notamment par la Sécurité sociale.

Nombreux sont celles et ceux, qui ne supportent pas de voir s'étaler dans leur propre pays la misère humaine et le visage d'un monde devenu fou dominé par l'argent et le pouvoir des banques au service des marchés financiers.

La société civile, le monde associatif et syndical comme celui de la création portent de nouvelles idées qui bousculent l'ordre établi. C'est sur eux que doit s'appuyer le mouvement émancipateur qui cherche à naître. Ils sont des millions à pouvoir investir la réflexion, les actions multiformes, les expérimentations pour contribuer à l'émergence de ce projet au plan politique, social, culturel.

La République dispose en effet, avec l'égalité, la liberté, la fraternité, mais aussi la solidarité et la laïcité, de concepts puissants pour affronter les défis du partage qu'appelle le XXI<sup>e</sup> siècle. Ces valeurs recèlent un potentiel considérable. C'est pourquoi les tenants de l'ordre établi ont engagé une offensive sans précédent pour les vider de leur sens. Ils sont à réinventer à l'aune des défis d'aujourd'hui dans le combat à mener entre émancipation et aliénation.

Une France qui se tourne vers le monde pour continuer à le transformer, une France qui s'appuie résolument sur ses principes peut engager le mouvement vers une autre mondialisation, et une autre Europe, et retrouver une grande place dans une Union européenne des peuples libres, souverains et associés.

## **Le capitalisme conduit le monde dans l'impasse : son dépassement est une nécessité**

Ce système n'a aucune solution pour nous en sortir. Au contraire, il nous y enfonce chaque jour davantage. C'est la fuite en avant permanente avec l'accumulation insensée de capitaux et la recherche obsessionnelle du profit contre les êtres humains et contre la planète. Pour répondre aux défis de l'avenir, il faut donc en changer.

Ainsi la révolution numérique au fort potentiel émancipateur, aujourd'hui entravée par la domination de la finance, appelle à un combat de résistance et d'alternative pour en faire le bien commun partagé de toute l'humanité.

Dans ce capitalisme dominé par la finance, tout est utilisé pour renforcer l'exploitation, le chômage de masse, la précarité généralisée, la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale.

Au nom de la rentabilité et du profit, le capitalisme produit au cœur même de chacun de ces enjeux une société de plus en plus inégalitaire, un monde de guerre et de chaos. Alors que la satisfaction des besoins pourrait ne plus être un problème, la spéculation crée la famine et la surexploitation des ressources naturelles. La recherche effrénée du profit pousse au consumérisme autant qu'elle crée de la pénurie.

## **Au cœur du désastre surgissent des potentialités nouvelles**

La révolution numérique et les avancées scientifiques et technologiques permettent des expériences concrètes visant à sortir de ces états mortifères. Elles peuvent servir un projet qui place l'humain et la planète au centre des choix politiques. Avec les nouveaux moyens de production, les questions de la réduction du temps de travail ainsi que celle du développement des capacités intellectuelles de chacune et chacun se posent avec évidence. Oui, notre société peut permettre à chacune et chacun de s'épanouir au travail et d'en vivre, comme de vivre pleinement sa vie.

Pour permettre l'épanouissement de ces potentialités, satisfaire les besoins humains et assurer la survie de notre planète et dépasser le capitalisme, les issues se trouveront dans la construction d'un monde de partage et d'égalité qui place l'être humain et son environnement au cœur des préoccupations, un monde capable de lier l'émancipation individuelle et collective.

## **Elles et ils sont des millions à ne pas se résigner**

Il y a dans le capitalisme d'aujourd'hui les fondements refoulés et contradictoires d'un autre modèle de société. À nous de les faire grandir pour une société des communs.

Encore faut-il renverser la dictature du profit : conquérir, pas à pas, le pouvoir sur l'argent et sur la culture, sur nos vies et sur l'avenir du monde.

Impossible, nous dit-on. Mais la dictature du profit est directement la conséquence de choix politiques. Ces choix, l'action des peuples peut en inverser le cours s'ils prennent conscience de leur intérêt commun et de leur force collective.

Une des forces principales de la domination du capitalisme est la division à l'infini de ses victimes. En permanence il oppose celles et ceux qui devraient être uni-e-s car souffrant de maux communs: le sans-papier au chômeur, le demandeur d'emploi au travailleur, le précaire au CDI, le salarié du privé au fonctionnaire. Cette division sans fin, c'est aussi la politique du bouc émissaire et son cortège intolérable de haine et de racisme.

Les forces réactionnaires ont aussi fait des femmes, de leur rôle assigné et de leur image un enjeu essentiel. Ils ont bien compris que la question de leur libération est centrale et que les droits des femmes sont moteurs de tout progrès humain. Ils ont bien compris que, parmi les forces en mouvement pour changer la société, les femmes sont au premier rang.

Dans le même temps, elles et ils sont des millions à tenir bon et à se faire les acteurs de l'égalité, de la solidarité, de la reconnaissance du travail, des services publics, du partage... Le million de signatures récoltées en quelques jours contre l'attaque massive du gouvernement contre le Code du travail en apporte une nouvelle preuve. Bien au-delà des résultats électoraux, elles et ils sont très nombreux à refuser de s'incliner devant les régressions libérales.

Ces millions de personnes qui s'engagent dans des formes diverses et qui agissent voient souvent leurs dynamiques éparées et diffuses, trop éclatées et souvent confinées aux espaces qu'elles tentent d'occuper; que ce soit sur le terrain économique, social et culturel ou encore urbain, écologique, relevant d'exigences féministes, antiracistes, ou sociales.

Elles et ils font face à une bataille idéologique d'une rare violence contre toute tentative de relever la tête, et ont du mal à additionner leur force autour d'une perspective commune. Rien ne leur est épargné : une bataille politique, des idées et un discours dominant ouvertement régressif.

Un des chantiers prioritaires pour renouer avec l'espoir est bien de consolider et d'élargir le mouvement populaire et citoyen, de reconstruire une hégémonie culturelle progressiste et la remise en mouvement du peuple.

### **Un projet pour toutes et tous**

Un projet à construire avec tous ces salarié-e-s et privé-e-s d'emploi, depuis 60 % des salariés qui touchent moins de 2 000 euros par mois jusqu'aux cadres surexploités, à toutes celles et ceux qui sont traité-e-s comme des variables d'ajustement dans les logiques de compétitivité alors qu'ils sont la seule source de richesse.

Un projet à construire avec ces ouvriers qui bâtissent notre pays, ces employés qui le font respirer, ces ingénieurs qui travaillent aujourd'hui à répondre aux défis de demain, ces enseignants qui donnent son élan initial à l'enfance et la jeunesse de notre pays, ces chômeurs qui ont tant à apporter et que le capitalisme étouffe, ces artistes qui donnent sens et couleurs.

Mais il veut aussi se construire avec tous ces indépendants, artisans, auto-entrepreneurs, enchaînés eux aussi dans des logiques capitalistes qui les dépassent et les entravent. Femmes et hommes de toutes peaux et de toutes fois, de toutes opinions, de tous cœurs et de tous territoires, de tous âges et de toutes nationalités, c'est avec elles et eux que nous voulons édifier une France libre, forte et prospère, terre de justice et d'égalité, de progrès et de solidarité.

### **Un appel au dialogue et à l'action**

Ce projet est un moyen de relancer le dialogue avec toutes celles et tous ceux qui désespèrent de la politique et s'excluent parfois sciemment du champ électoral, du débat politique. Cela ne signifie pas d'ailleurs leur désengagement en terme de citoyenneté. Parfois même, bien au contraire, combien de jeunes intellectuel-le-s, innovatrices/innovateurs, créatrices/créateurs, militant-e-s de la solidarité ont tiré un trait sur la politique, alors même que leur projet tente de réinventer un autre monde et des solidarités nouvelles.

Là aussi, dialogue et action jusqu'à mettre en cause les pouvoirs dominants et en conquérir de nouveaux, en ayant conscience de l'ampleur des débats nécessaires pour construire des fronts d'idées et d'action convergents.

Ce projet veut parler à la jeunesse, révoltée et désabusée, isolée et avide de solidarité, qui a tant de mal à se repérer et pourtant toujours sensible à des formes d'engagements où prime la solidarité.

C'est dans ce monde complexe, dans cette société pleine de contradictions que se nouent les chemins du changement.

La France des 99 % existe bel et bien : elle doit maintenant réécrire son histoire en retrouvant goût de l'action, des luttes sociales et du rassemblement.

## **Pour un monde du commun**

L'idée que notre monde est commun à chacune et chacun fait son chemin. La propriété capitaliste entre en contradiction avec la socialisation des usages et l'émergence d'une économie vraiment collaborative.

Des solidarités nouvelles remettent en cause la propriété capitaliste. Un monde de mise en commun des besoins fondamentaux frappe à la porte.

Cette mise en commun pose la question du pouvoir, celui des travailleuses et des travailleurs sur la production, celui des femmes et des hommes sur la politique. Elle se heurte à chaque fois au pouvoir de l'argent pour l'argent, aux « eaux glacées du calcul égoïste », et aux eaux glauques de la haine et du racisme.

Ce monde du commun appelle à réinventer les règles qui régissent notre vie pour plus de partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs.

Lucide, décidée et rassemblée, cette France peut reprendre l'offensive sur le terrain de la bataille des idées. Elle a la capacité de penser l'avenir en redonnant espoir en un nouveau processus de transformation révolutionnaire émancipatrice, sociale et écologique. Elle a la force d'affronter les défis actuels en combinant efficacement luttes de classes et luttes contre toutes les dominations.

Il est grand temps de reprendre l'offensive des idées, et l'offensive culturelle face à la crise totale et permanente conjuguée à l'absence de perspectives émancipatrices qui bouscule les repères qui entretient le clair-obscur et ses monstres qui cherchent à semer la peur et le désarroi. Le repli identitaire, l'exaltation des idées réactionnaires resurgissent partout en Europe. L'extrême droite progresse et avance ses idées mortifères, inégalitaires et racistes.

Il est donc plus qu'urgent de donner de la force à l'ambition d'un monde de partage et d'égalité, qui place l'être humain et son environnement au cœur des préoccupations, et en capacité de lier émancipation individuelle et collective en se donnant la force de maîtriser les moyens fabuleux qu'il a créés.

Pour y répondre et contribuer à penser cet avenir, il est indispensable :

- de réaffirmer le droit imprescriptible des individus à la liberté, de viser l'égalité réelle en luttant contre toutes les dominations et les discriminations ;
- d'inventer un mode de développement social, solidaire et soutenable. Dans un monde fini, nous devons économiser les ressources, limiter les nuisances sur l'environnement et pourvoir aux besoins (alimentation, logement, santé, éducation, énergie, culture...) d'une population mondiale toujours croissante. Le bonheur des êtres humains et la préservation de la planète seront les seules finalités de ce mode de développement ;
- de promouvoir le travail, les savoirs, l'éducation et la culture, leur partage et leur appropriation, comme des enjeux majeurs et transversaux, des vecteurs d'intelligence commune et de civilisation, une condition du vivre ensemble ;
- de se doter d'une protection sociale du XXI<sup>e</sup> siècle, garantissant l'accès aux soins pour toutes et tous remboursés à 100 %, dans le cadre de la Sécurité sociale, incluant prévention, santé au travail... ;

- d'élaborer une démocratie réelle en entamant la longue marche d'une révolution citoyenne pour une appropriation populaire de la politique, de l'économie, de l'argent et de la culture, pour conquérir des pouvoirs qui substituent l'horizontalité à la verticalité, l'égalité de tous à la domination de quelques-uns ;
- de construire l'Europe des peuples en redéfinissant ses fondements et en élaborant de nouvelles institutions démocratiques au service de projets partagés ;
- de fonder une mondialité de paix et de coopération entre des peuples égaux pour le développement de biens communs de l'humanité tout entière contre la globalisation actuelle de la finance, de la guerre et de la haine.

Ces grandes transformations visent l'émergence d'une société du commun qui émancipe l'humain et la planète des prédateurs qui l'étouffent.

Il définit des valeurs, des idées, identifie des pouvoirs, des responsabilités et fixe une ambition renouvelée faite de rassemblements et d'actions pour dépasser le capitalisme au XXI<sup>e</sup> siècle et construire une société d'émancipation.

Ni recherche désespérée du « grand soir », ni gestion sociale-libérale au jour le jour du capitalisme en crise : dans notre pays, le désir de se libérer de ce système reste intact. C'est une autre offre que notre peuple attend des forces politiques qui prétendent incarner son destin et celui de la nation.

Il est donc urgent de dessiner les contours d'une société fondée sur la liberté, l'égalité et le partage : un nouveau mode de développement social et écologique, l'exigence féministe d'égalité, l'aspiration à l'autonomie de chacune et chacun, l'appropriation et l'échange des savoirs, des idées et des cultures et la révolution citoyenne qui s'exprime dans une pleine et ample démocratie dépassant exploitation, aliénation, domination.

Voilà le mouvement que nous nommons communisme de nouvelle génération.

Le grand dessein de la France, de l'Europe et du monde est d'en finir avec toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation, de l'homme par l'homme, de l'homme sur la femme, de l'activité humaine sur la nature.

Dépasser le capitalisme en construisant dès maintenant une société du commun fondée sur l'émancipation humaine devient l'ambition neuve du XXI<sup>e</sup> siècle.

## **Pour une société d'émancipation : Le monde, l'Europe et la France en commun**

### **1- Objectif « zéro chômage » : pour une société du partage**

Les dogmes libéraux pilotent la politique économique des gouvernements depuis des décennies. La baisse du « coût du travail » (salaires + cotisations sociales), la compétitivité avant tout antisociale, la baisse des dépenses publiques et sociales ou la réduction des déficits et dettes publics obsèdent nos dirigeants. Le capitalisme est de moins en moins de développement. Sa cohérence faite de

financiarisation et de domination à tous les niveaux nourrit les catastrophes. Une nouvelle crise se rapproche. Il faut en sortir.

Changer le logiciel consiste à partir des besoins communs, des savoirs et de leur partage, et à y soumettre les moyens financiers gigantesques qui existent dans le monde

C'est inscrire comme objectif le droit au travail pour toutes et tous, mais aussi à la formation, à de nouvelles activités sociales libérées du salariat ou encore à des activités citoyennes rassemblées.

Autour de propositions comme la sécurité emploi-formation qui comprend la réduction massive du temps de travail et la transformation du travail lui-même, de grandes batailles sont à mener sur le coût du capital et le rôle des banques ou encore le développement de tous les services publics et de la Sécurité sociale.

Réorientation du système bancaire, droits nouveaux aux travailleuses et aux travailleurs et création d'un grand service public national de la formation continue pour anticiper les besoins et développer les nouveaux métiers liés aux défis de la révolution informationnelle, de la transition énergétique seront décisifs pour la promotion d'un nouveau contrat social incluant mutualisation, coopération et partage

La voie de l'efficacité pour atteindre l'objectif « zéro chômage » c'est donner priorité à l'éducation, à la mise en commun contre la privatisation, au développement humain durable contre le productivisme capitaliste, à l'autonomie et la sécurisation des parcours de vie des jeunes contre l'exclusion et la précarisation, aux services publics contre la marchandisation démesurée.

## **1.1 Une place centrale au travail, à l'emploi, à l'éducation et la formation, à la recherche et à la culture**

### **Les valeurs de la République jusque dans l'entreprise**

Pour dépasser le travail contraint, méprisé et dévalorisé, celles et ceux qui, par leur travail, créent les richesses doivent pouvoir prendre en main leur avenir.

En mettant en commun leur intelligence collective, elles et ils doivent pouvoir être les actrices et les acteurs de la transformation sociale. L'organisation du travail ne peut plus être l'apanage des seuls experts des cabinets-conseil en gestion des ressources humaines. Ceux-ci organisent en effet la concurrence et la compétition entre salarié-e-s sous la domination des directions financières et des actionnaires. Sujet politique majeur, source de production de toutes les richesses, il ne doit plus être considéré comme une marchandise dont il faut réduire le coût et user jusqu'à la corde pour accroître la rente des actionnaires. En répondant au défi de la révolution numérique, le travail peut devenir un facteur d'émancipation en permettant à chacune et chacun d'accroître sa créativité et son pouvoir d'intervention sur le développement de son activité, pour la mettre au service de la collectivité dans le cadre de la construction d'un développement humain durable.

### **Le droit de toutes et tous à un travail utile et reconnu**

À la précarisation des emplois et la casse du droit du travail, alimentant un chômage de masse et une division des travailleurs entre ceux qui peuvent espérer s'en sortir et ceux qui se sentent abandonnés, nous opposons le droit de toutes et tous, sans discrimination, à un emploi et un travail

qui ait un sens : un travail utile et reconnu, permettant de concilier vie professionnelle et vie personnelle, et inscrit dans le cadre d'un parcours professionnel choisi et sécurisé à toutes ses étapes.

L'entreprise n'est pas la propriété des seuls apporteurs de capitaux qui auraient de ce fait tous les pouvoirs. De nouveaux droits d'intervention des travailleuses et des travailleurs dans l'entreprise, dans l'organisation du travail en son sein, comme dans les choix de gestion et de production doivent être inscrits dans la loi qui doit définir l'entreprise comme collectif de travail.

### **Un effort d'éducation, de formation, de recherche et de création sans précédent...**

Dans une société où les savoirs et la création jouent un rôle de plus en plus important, l'éducation, la recherche et la culture sont au cœur de la lutte des classes.

Le capital a besoin de salarié-e-s plus formé-e-s, mais il veut empêcher le développement des pouvoirs nouveaux qui vont avec la maîtrise de savoirs complexes, avec le développement de la créativité. Au nom de la rentabilité, la créativité et la recherche sont bridées et la société est divisée. Les systèmes d'enseignement et de recherche ont été profondément transformés : en cassant des services publics nationaux, en individualisant des parcours, en empêchant les qualifications communes et donc les revendications collectives, en fragmentant les savoirs et les cultures, en soumettant la recherche aux intérêts privés, et en déqualifiant le travail intellectuel rendu invisible...

Au contraire, faire une place nouvelle des savoirs et de la création un outil d'émancipation individuelle et collective devient une priorité pour le développement même de toute la société.

Un effort d'éducation, de formation, de recherche et de création sans précédent est une des conditions majeures pour sortir de la crise, pour donner aux salarié-e-s une véritable maîtrise de leur travail, pour permettre à toutes les citoyennes et tous les citoyens de construire ensemble les choix qui engagent le pays et le monde.

Refonder l'école, l'université, la formation continue mais aussi l'éducation populaire et les politiques culturelles au service de l'égalité et de l'émancipation est une réponse à la nécessaire élévation du niveau de connaissances et de qualification dans toute la société. Et l'appropriation par tous d'une culture commune de haut niveau, pour que chacun puisse maîtriser les choix individuels et collectifs

Cela implique d'investir dans les services publics nationaux, mais aussi de repenser les contenus, les pratiques et les temps de l'éducation et de la création, ainsi que la participation des différents acteurs de la formation.

### **Pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**

Les inégalités sont utilisées pour tirer les conditions de travail et les salaires vers le bas. Il est grand temps de revaloriser les métiers, et en particulier les métiers dits féminins. De plus, la double journée subie dans la vie quotidienne par des millions de femmes renforce l'exploitation capitaliste et la domination sexiste. Réduction du temps de travail à 32 heures, grilles salariales universelles ou polytechnicité des métiers ouvrent la voie.

### **Pour l'autonomie de la jeunesse**



Les régressions dans les systèmes de formation ont des conséquences lourdes sur les représentations et les aspirations des jeunes. Elles impactent une génération entière, en moyenne plus qualifiée mais avec de moins en moins de droits. Tout cela conduit à un rapport de défiance et de distance avec les institutions et singulièrement dans le rapport à la politique et alimente les divisions d'autant plus que les forces réactionnaires ont fait des jeunes des cibles de leurs discours. L'absence de perspectives d'avenir sur des bases de progrès légitime cette distance et cet éclatement d'une génération qui n'a connu que la crise et ses dégâts sociaux. Mais le potentiel de contestation et de créativité des jeunes constitue une grande force. Au cœur des mobilisations sociales, environnementales, pour la paix en France ou ailleurs, elles et ils portent des expériences sociales innovantes souvent brimées et méprisées. Il faut donc voir grand et de façon neuve pour favoriser ces germes d'alternative au tout-marchand comme les logiques de partage avec les nouveaux outils numériques, et leur implication dans des luttes diversifiées. Mais l'urgence du moment est de faire face à la violence terrible qui est faite aux jeunes, travailler à leur autonomie et à un statut protecteur pour construire une logique sécurisée de parcours de vie.

### **Pour une société humaine de la culture**

Place à de grandes ambitions pour la formation, pour l'ouverture au monde et la création ; construire du commun, de la coopération, des droits culturels de toutes et tous à un haut niveau d'exigence artistique ; créer un service public de l'Internet, permettre le libre partage des savoirs, des œuvres et des idées ; promouvoir de formes nouvelles de production, de création et de diffusion de l'art dans la pluralité et la diversité des expressions.

Cela passe par les politiques culturelles, par les programmes scolaires et les pratiques éducatives, par l'éducation populaire et les associations. Construire une culture commune de haut niveau et donner à toutes et tous les moyens de se l'approprier passent par revoir les programmes, par relancer la formation initiale et continue des enseignants, par renforcer la place des cultures artistiques, sportives, techniques et professionnelle.

Socialisation de l'art, développement de l'esprit critique, travail de rapprochement entre art et éducation populaire, soutien aux créatrices et créateurs ainsi qu'aux militantes et militants de l'action culturelle et artistique : voilà de quoi donner du sens à l'immense potentiel émancipateur de la culture. Voilà qui est de nature à reconstruire un vivre-ensemble fondé sur un nouveau souffle de la démocratie, sur la reconnaissance et le partage des cultures diverses et leur mise en relation dans tous les territoires.

C'est vrai aussi du sport qui est un élément essentiel de tout projet d'émancipation humaine. L'action publique et le soutien aux initiatives citoyennes doivent permettre de libérer le sport de l'emprise marchande pour être un droit pour toutes et tous. L'éducation physique et sportive à l'école, la formation des cadres et des bénévoles, le soutien à la vie associative avec l'exigence désintéressée de partage et de démocratie sont la garantie de ce droit.

### **1.2 La révolution numérique : dans les mutations de notre époque, un vecteur d'émancipation humaine face à ceux qui en font un outil majeur du désastre pour l'emploi**

La révolution numérique ouvre de nouveaux possibles à l'humanité en permettant la coopération et du libre partage mondial des savoirs. Elle se développe dans une tension entre émancipation et aliénation. Les stratégies mondiales des grands groupes du numérique visent à exploiter et à

privatiser la créativité de ceux qui font par en bas cette révolution alors qu'ils aspirent à un monde de partage et de « biens communs ».

L'ubérisation, c'est-à-dire le capitalisme de prédation et de plateforme numérique, veut casser le salariat. Dans le même temps, les défis de maîtrise sont décuplés par le fait que l'automatisation et la robotisation feraient disparaître d'ici à 20 ans 47 % des emplois salariés et des métiers actuels. Au profit du capital ou pour une émancipation des travailleurs ?

Le big data brouille la frontière entre le travailleur et le consommateur qui devient aussi producteur de valeur sans que son travail soit rémunéré. Les réseaux permettent coopération de millions d'intelligences humaines et mise en concurrence sauvage.

Le numérique pousse à la fin des hiérarchies, à l'auto organisation et au libre choix de son travail au sein de l'entreprise ; mais sans lutte sociale et politique, il débouche sur une dictature de la notation, de la réputation, du contrôle de tous par tous qui conforte le pouvoir du capital.

En exacerbant la contradiction capital-travail, la révolution numérique, pose de fait les questions du dépassement du salariat par une société de libres producteurs associés, de la remise en cause de la propriété privée, du fonctionnement et de la structure des entreprises, des institutions et d'une démocratie renouvelée.

Le numérique est le champ de bataille d'une lutte de classe opposant capitalisme de plateforme et prolétaires du digital alliés aux partisans d'une économie de la contribution fondée sur les communs, le partage et les services publics. Partout dans le monde, usagers-contributeurs et travailleuses/travailleurs s'unissent pour créer des plateformes participatives, des coopératives de données opérant avec des logiciels libres par opposition aux plateformes capitalistes.

Cette lutte passe par les réseaux sociaux, les « class actions », la mise en cause de la réputation des plateformes, le développement de modèles alternatifs comme les « mutuelles de travail associé » qui offre un cadre de sécurité emploi-formation. Mais elle implique aussi un investissement politique de ces nouveaux espaces de socialisation que sont les tiers lieux : fablab, espaces de coworking, jardins et habitats partagés, « entreprises ouvertes »... C'est dans ces tiers lieux que s'imaginent et se créent d'autres formes de productions et d'échanges. Car de l'autre côté, dans les entreprises, les informations, comme celles incluses dans les brevets technologiques, sont monopolisées et servent à mettre en concurrence les peuples entre eux au service de l'accumulation du capital financier et matériel.

Au lieu d'un État incubateur de start-up, nous avons besoin d'un État partenaire, qui donne les moyens et crée les conditions pour l'autonomie sociale, économique et politique des plateformes coopératives et des tiers lieux afin de préserver le bien commun numérique et de l'élargir aux données personnelles.

Au moment où les forces politiques et sociales se réclamant de la transformation sociale sont en difficulté, et où nombre d'actrices et d'acteurs de la révolution numérique se réclament du partage, de la coopération et ont l'ambition de « prototyper » la société de demain en hackant celle d'aujourd'hui, il est nécessaire que ces deux mondes se rencontrent pour débattre, se confronter, lutter et construire ensemble.

### **1.3 Rien ne se fera sans faire reculer le coût du capital**

Les intérêts bancaires, les dividendes des grands groupes industriels et financiers plombent tout : 309 milliards d'euros. Ce qu'ils appellent les « coûts du travail » : 145 milliards d'euros de cotisations sociales patronales pourtant investis utilement pour la santé ou la consommation populaire.

Ces milliards sont disponibles mais totalement accaparés par les tenants de la loi de l'argent pour l'argent - et avec eux les forces politiques qui les soutiennent et mènent la guerre des idées.

Or, la révolution informationnelle autorise de nouvelles conceptions de la production, du travail, des échanges. La productivité a augmenté de façon considérable sans que les salaires ou la durée du travail en profitent car le but prioritaire des dominants est d'accroître les rendements financiers de leur capital et détruire les rivaux sur les marchés. Les énormes économies de travail permises par les technologies numériques servent avant tout à réduire les masses salariales et l'emploi, en freinant les débouchés de la production. Les politiques d'austérité exacerbent ainsi ces cercles vicieux en conduisant à la dépression. Notre pays s'enlise aussi car il est un pays de bas salaires : la revalorisation du pouvoir d'achat est une exigence autant sociale qu'utile économiquement.

Tout cela résulte de décisions politiques et d'institutions qui organisent les pouvoirs. On peut donc, dans les faits, s'attaquer à ces orientations et à cette incroyable concentration de richesses néfaste pour la société.

Pour engager une nouvelle efficacité sociale, les fonds des banques, les profits des entreprises et les fonds publics doivent être utilisés autrement : pour des dépenses de formation, de développement social (services publics) et d'investissements efficaces (porteurs d'emplois accrus et améliorés). La maîtrise populaire du crédit bancaire est une « nouvelle frontière ».

Le crédit doit être considéré commun bien commun adossé à un pôle public bancaire. Sa finalité serait d'encourager l'essor de l'emploi et de la formation, les progrès sociaux et écologique.

Réformer en profondeur la fiscalité devrait pousser les entreprises à financer des investissements porteurs de créations d'emplois et de formations correctement rémunérés. Le fond de cette réforme serait de pénaliser la distribution de bénéfices sous forme de dividendes contre l'emploi et la croissance réelle ou contre l'environnement.

Décentraliser l'impôt local sur le capital matériel des entreprises, mettre à contribution leur capital financier, ou encore réformer l'ISF et l'Impôt sur le revenu pour les rendre plus progressifs, instaurer un taux zéro de TVA pour les produits de première nécessité seraient des mesures à la fois justes et efficaces. De nouvelles cotisations sociales devraient être instaurées pour contribuer au financement de la sécurité emploi-formation. Enfin, diminuer fortement le temps de travail, permettre à chacun-e de passer beaucoup plus de temps, tout le long de sa vie active, à se former, se cultiver, développer ses capacités, vivre sa vie sociale et familiale offrirait une formidable vitalité à toute la société.

## **2- Une société du bien vivre et du bien commun**

Le marché accapare tous les champs de la vie, pour le profit de quelques-uns. Il n'est pas apte à satisfaire les droits vitaux des populations. Le bien vivre pose la question de l'essentiel. Cette approche condamne définitivement le productivisme et une de ses tares, l'obsolescence

programmée. L'enjeu est de favoriser l'appropriation des biens communs essentiels à la vie par le plus grand nombre.

Le monde doit penser sur d'autres bases son développement. Le calcul de la richesse de notre civilisation ne peut continuer de s'évaluer dans les grandes places boursières mais doit prendre en compte : le niveau d'éducation, la durée de vie en bonne santé, un niveau de vie décent ou encore la mesure des inégalités de genre et de pauvreté multidimensionnelle. Ce qui fonde un nouvel indice de développement humain.

## **2.1 Développer la production en privilégiant l'humain et l'écosystème, en dépassant les formes actuelles du productivisme et du consumérisme, c'est la clé de tout développement**

**Pour l'émancipation sociale et le défi écologique: l'heure est aux choix de civilisation.**

Participons toutes et tous à la conscience écologique planétaire.

Agissons d'un même mouvement pour donner la priorité aux intérêts de l'immense majorité des peuples et à ceux de la planète, parce qu'ils sont inséparablement liés.

Ne laissons pas aux générations futures une planète dévastée par les appétits égoïstes des capitalistes.

**Face à l'effondrement industriel : une politique industrielle audacieuse et adaptée aux réalités contemporaines.**

L'industrie, ce doit être le développement des territoires, de l'écologie, la réponse au défi d'une vraie transition énergétique, ou encore les progrès pour la santé. Sans tracteurs, pas d'agriculture ; sans trains, caténares, camions ou satellites, pas de transports possibles ; sans industrie chimique, pas de santé possible. Sans industrie repensée et étroitement articulée aux services, à la recherche et aux services publics, avec un pilotage démocratique, pas de transformation écologique.

À l'opposé de visions étroites et passéistes, faisons donc d'un même combat industrie et écologie : produire mieux, produire pour répondre aux besoins de toutes et tous avec l'exigence de qualité et de durabilité privilégiant le temps long du développement humain à la course effrénée de la recherche du profit.

## **2.2 Pour l'appropriation sociale, l'égalité, la solidarité et la reconquête du bien commun : un nouvel essor du service public**

La soumission à des intérêts privés comme aux marchés financiers éreinte les services publics et leurs missions. Dans tous les domaines: l'éducation, la santé, la protection sociale, la recherche, l'énergie, l'eau, les transports, les télécommunications, le crédit, le logement, la Poste, la sécurité et la justice, les politiques d'austérité les éloignent toujours plus de leur mission d'égalité et de citoyenneté, d'appropriation sociale, de solidarité et de reconquête du bien commun.

Les reconstruire et les développer, à l'aune des enjeux d'aujourd'hui, passe par réaffirmer et développer leurs missions essentielles : réponse aux besoins collectifs, accès égal de tous, proximité, en appliquant le cas échéant la gratuité.

Leur financement doit être fondé sur une fiscalité juste et redistributive et ils doivent être dégagés de l'emprise des marchés financiers pour leur permettre de remplir leurs missions au service de l'intérêt général en dehors de toute contrainte de rentabilité financière. Leur statut doit protéger les agents des pressions politiques, économiques ou clientélistes.

Dans bien des domaines, des critères d'efficacité sociale sont à substituer aux critères marchands et la démocratie interne. La participation citoyenne doit imprégner leur gestion, leur direction et les politiques suivies.

Au plan européen et mondial, prendre le contre-pied des directives service et de toutes les libéralisations entreprises notamment dans les secteurs du rail, du courrier et de l'énergie est un des passages obligés pour enfin travailler au développement de coopérations publiques solidaires.

Une nouvelle histoire des services publics est à écrire. Des besoins de rénovations et de créations s'imposent comme dans le domaine de l'information ou de la culture, car tout ce qui se soustrait du pouvoir de l'argent et des pressions politiques autorise pluralisme et citoyenneté qui sont les clés du développement.

### **2.3 Préserver et partager les ressources naturelles, c'est d'abord refuser la marchandisation des biens communs**

#### **Préserver la planète et l'humanité**

Émancipation sociale et réponse au défi écologique sont intrinsèquement liées. L'avenir de la planète et celui de ses habitants sont indissociables. Le nouveau récit émancipateur à construire repose sur ces deux piliers et sur une même logique, celle qui fait primer l'humain sur le profit.

Engagés dans une course effrénée au profit immédiat, les capitalistes provoquent des dégâts irrémediables aux écosystèmes qui ont besoin de temps longs pour se renouveler, et d'intervention humaine coordonnée et planifiée pour se développer. Leur système productiviste est prédateur de ressources naturelles et bafoue la dignité et la souveraineté des peuples. Guidés par le seul appétit du profit, les capitalistes nous inondent de produits aussitôt-fabriqués-aussitôt-périmés, tout en coupant les productions de tant de biens utiles, pour peu qu'ils ne soient pas jugés hyper-rentables (des médicaments génériques aux aciers de Florange).

L'invention de la « croissance verte » par les multinationales est un prétexte futile et surtout rentable qui ne parvient pas à masquer leur incapacité à résoudre la crise qu'elles produisent. Ainsi la pollution des sols, des océans, des rivières, de l'air et la mise en danger de la biodiversité atteignent des sommets dévastateurs et préemptent l'avenir des futures générations. Chaque année nous enregistrons un nouveau record de l'élévation de la température de la planète. Les effets du réchauffement climatique – que plus personne ne conteste – sont déjà perceptibles.

**Mêler l'ambition d'un développement durable et solidaire avec l'impératif écologique : l'urgence c'est la limitation du réchauffement de la planète à 2°C maximum.**

Tout retard pris sur cette grave question sera préjudiciable à l'humanité. Consommer moins pour les mêmes usages et économiser l'énergie dans l'habitat et les transports est essentiel et doit être créateur d'emplois. Il est urgent de réduire progressivement, mais de façon massive, l'utilisation de ressources carbonées (pétrole, charbon, gaz...) responsables des émissions de gaz à effet de serre qui provoquent des catastrophes environnementales dont les conséquences sont imprévisibles, à commencer par des populations contraintes à se déplacer déjà par millions.

**Le débat sur la transition énergétique est engagé.**

Il doit prendre une ampleur planétaire. Il s'agit de satisfaire un réel droit à l'énergie pour toutes et tous, au coût le plus bas possible. Dans un contexte d'expansion des besoins énergétiques mondiaux, un mix énergétique, 100 % public, non émetteur de CO<sub>2</sub>, composé d'énergies renouvelables (hydraulique, géothermique, hydrolien, solaire, thermique et photovoltaïque, etc.) et nucléaire (pour laquelle des normes internationales de sûreté doivent être définies). Une relance de toutes les filières industrielles du mix, aujourd'hui mises en cause ou inexistantes, doit être engagée.

**Après l'accord de Paris : le défi climatique reste devant nous.**

Sur les principes tout est inscrit : limiter à 2°C voire 1,5°C si possible, la hausse de la température planétaire comme l'exigeaient les pays les plus vulnérables ; une somme dédiée chaque année aux mesures d'adaptation des pays en développement (limitée à seulement 100 milliards de dollars, par an, d'ici à 2020), la clause de revoyure afin de rehausser régulièrement le niveau d'engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre comme financiers...

Mais tout reste à réaliser... L'essentiel maintenant est d'engager une véritable transition écologique et sociale vers une société sobre en carbone afin d'atteindre les objectifs affichés de la COP21 et de réduire les inégalités de développement dans le monde.

Cette ambition commande que l'on sorte des politiques d'austérité en France et en Europe et que l'on vise un autre partage des richesses et des connaissances à l'échelle du monde. Et cela demande tout particulièrement de mobiliser les moyens financiers mondiaux tels que le FMI.

L'accord de Paris met en évidence une fois de plus la réalité des rapports de domination à l'échelle du monde qui met les pays les plus pauvres en grande difficulté.

Nous devons poursuivre notre contribution à la mobilisation du mouvement progressiste français, européen et mondial dans la perspective des futurs COP et forums mondiaux. Car nous sommes convaincus que de meilleures situations de vie sont possibles pour l'ensemble des peuples en sauvant le climat et pas le système qui le détruit.

**Un nouveau modèle agricole**, rémunérateur pour toutes les travailleuses et travailleurs agricoles est à promouvoir afin de répondre à la crise fondamentale qui touche aujourd'hui l'agriculture, par la valorisation des filières relocalisées, la transformation et la vente des produits au plus près des consommateurs.

À l'échelle du monde, de l'Europe, de la France, les politiques agricoles et alimentaires doivent planifier la production, se reprendre en main les outils de la régulation des marchés et accompagner une vraie transition écologique de l'agriculture, favoriser les circuits courts, les filières bio. La gestion des stocks, la sécurité alimentaire ou encore l'interdiction de la spéculation sur les denrées vivrières sont des priorités.

La consommation des produits de la mer est un moyen de répondre au défi alimentaire en même temps qu'une question de santé publique. Aujourd'hui, ce sont les pavillons de complaisance, les normes sociales du moins disant et les fonds de pension qui spéculent sur les quotas de pêche. L'engagement doit être fort en faveur de la souveraineté alimentaire ; pour assurer une activité relocalisée, pour défendre une pêche artisanale et rémunératrice des marins, pour lutter contre les importations/dumping, pour encadrer les pratiques des grands armateurs et les marges des distributeurs et s'opposer au pillage des ressources halieutiques.

### **La qualité de l'air : un enjeu crucial de santé.**

C'est vrai dans les métropoles et au-delà. Le développement des transports en commun de qualité, à bas prix et avec un fort maillage, comme celui du fret ferroviaire et fluvial, doit devenir une priorité et l'étalement urbain reconsidéré, avec la relocalisation de l'emploi. L'organisation urbaine et les politiques foncières actuelles doivent être reconsidérées dans un développement urbain maîtrisé vers d'autres types de modèles, mixant les différents espaces et temps de vie, au lieu d'éloigner domicile et travail, habitat et services publics, de concentrer commerces et services privés dans des pôles générateurs de économies d'échelle, d'engorgement et de spéculation.

### **L'eau: un bien commun de l'humanité.**

Sa gestion doit être sortie des griffes des multinationales et rester dans le champ du service public. Les citoyens comme les élus doivent pouvoir intervenir dans la gestion de l'eau et de la préservation de la ressource. Garantir l'égalité d'accès, réduire les inégalités du prix, sortir la recherche et les savoir-faire des mains du privé, supposent la création d'un service public national décentralisé de l'eau et de l'assainissement, seul garant de l'équité territoriale.

### **Développement humain, satisfaction des besoins essentiels des populations, bien vivre et préserver l'environnement face au capitalisme consumériste et expansif.**

Cette démarche donne priorité aux productions utiles et à l'économie des ressources matérielles contre la finance débridée.

C'est un appel à initier de profondes innovations dans l'organisation de la société, et la conception même de la production, vers une économie vraiment circulaire : recycler tout ce qui peut l'être, en finir avec le jetable et concevoir une économie du réparable et du récupérable.

C'est un appel à mettre en œuvre de grands plans d'investissement et de formations de base et universitaires, de recherches dans tous les domaines.

C'est intégrer des conceptions nouvelles pour les valeurs des produits en liant réponses aux besoins utiles avec respect de l'environnement et recyclabilité.

C'est un appel à faire du neuf dans les filières, avec la création de milliers d'emplois.

## **2.4 Reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers pour se donner les moyens d'une société du bien vivre et du bien commun**

Les énormes pouvoirs privés dont jouissent les banques et les marchés financiers sont contraires à la démocratie. Ils placent notre société et le monde en permanence sous la menace des crises financières et des politiques d'austérité. Bloquer la spéculation et la financiarisation de toute l'économie. Cela nécessite de placer l'utilisation des crédits des banques sous contrôle social avec des critères précis d'efficacité économique et sociale.

Réorienter l'activité de la Banque centrale européenne jusqu'à changer ses missions et créer en France un pôle public bancaire et financier au service de l'emploi et des salaires, contre les délocalisations et la spéculation sont des exigences premières. Transformer la politique et les critères du crédit ou encore bloquer les circulations de capitaux et de profit avec les paradis fiscaux sont des objectifs à conjuguer avec une profonde réforme de la fiscalité comprenant la suppression du bouclier fiscal, l'augmentation de l'ISF et de l'impôt sur les revenus du capital, la taxation des revenus financiers des entreprises, la modulation de l'impôt sur les sociétés et du taux des cotisations sociales patronales en fonction d'objectifs d'emploi, de formation et de salaires de l'entreprise.

Les exonérations de cotisations sociales patronales, 30 milliards d'euros, ont dramatiquement démontré leur perversité. Il faut en finir. Gestion démocratique de la création monétaire, création de pouvoirs nouveaux pour les salarié-e-s et leurs représentant-e-s dans la gestion de leur entreprise, ainsi que des citoyennes et des citoyens dans les institutions bancaires et les collectivités territoriales sont des moyens indispensables pour cette réorientation.

## **3- Révolutionner la République pour une France de liberté, d'égalité et de fraternité**

### **3.1 Construire une République démocratique, c'est rompre avec le présidentielisme et la concentration des pouvoirs médiatiques, constituer une représentation nationale à l'image du peuple, créer de nouveaux pouvoirs de décisions et de contrôle des citoyennes et des citoyens.**

Notre système politique et institutionnel, notre système de représentation est malade de l'absence de participation des citoyen-e-s aux processus de décision. Une question se pose : sommes-nous encore en démocratie ? La République est mise à mal, et la vie politique est enfermée dans le carcan d'une monarchie présidentielle. On remet en cause les collectivités locales qui sont des foyers de proximité citoyenne. Pourtant, l'aspiration à participer est intacte : des mouvements citoyens, participatifs germent sur tout le territoire, et se cherchent.

**Un nouvel essor de la démocratie sera, d'un même mouvement, un appel à l'accès aux savoirs pour que chacun puisse s'en mêler. Nouvelle phase de démocratisation scolaire, prolongation de la scolarité obligatoire pour donner du temps aux futures citoyennes et citoyens de s'approprier les savoirs nécessaires pour prendre en main leur destin : voilà qui doit aussi ouvrir une nouvelle ère de la citoyenneté.**



**De nouveaux pouvoirs incluront des droits aussi bien dans la cité que dans l'entreprise ou sur les banques, dans la vie associative et avec l'éducation populaire. Mettre fin au présidentielisme et au domaine réservé de la politique internationale, instituer une démocratie parlementaire, la proportionnelle, la parité et le non cumul des mandats, avec un statut de l'élu-e, en agissant pour réformer la construction et le fonctionnement de l'Europe sera le grand chantier institutionnel redonnant sens à notre République. Cela passe par un processus constituant d'une VI<sup>e</sup> République, sociale, démocratique, citoyenne.**

### **Le droit à l'information.**

Le droit à l'information des citoyennes et citoyens est bafoué par la concentration du pouvoir sur les médias par les grands groupes : concentration, monopoles ou groupe industriels tributaires de l'État qui détiennent l'essentiel des pouvoirs.

Une société de partage et d'égalité ne peut qu'être pluraliste. Elle passera par le renforcement des dispositifs anticoncentration.

Renforcer le droit d'auteur mis à mal par la loi Hadopi et par la Commission européenne et refondre le secteur public doivent marcher d'une même pas vers un pôle public des médias qui rassemblerait les réseaux de diffusion, de communication et les moyens de France Télévisions, de Radio France, France Média Monde (RFI, TV5 Monde, France 24), CFI, Euro news, l'INA et l'AFP.

Reconstituer un pôle public de production et renforcer les coopérations européennes entre services publics : projets industriels, recherche, coproductions permettra aussi de relancer la croissance et l'emploi. Un conseil supérieur des médias imposera le respect des libertés et du pluralisme, le statut des médias publics, privés et associatifs. Des états généraux des médias seront organisés et la protection des sources des journalistes constitutionnalisées.

Le choix de la démocratie passe par de nouveaux droits aux salariés et aux usagers afin de veiller à l'indépendance des rédactions.

### **3.2 Élaborer un nouveau pacte républicain, pour que la liberté, l'égalité et la fraternité trouvent la voie de leur réalisation concrète et que la laïcité conforte le vivre-ensemble**

**Rénover et redonner de la force aux valeurs qui fondent notre nation** avec de nouveaux pouvoirs citoyens, en France, en Europe et dans le monde est essentiel.

**La liberté** pour libérer les potentialités humaines

**L'égalité** pour faire reculer toutes les dominations et les discriminations, qu'elles soient sociales, sexistes, racistes, homophobes, lesbophobes... territoriales et spatiales.

**La fraternité** pour combattre toutes les aliénations : celles liées à tous les intégrismes et fondamentalismes, tous les racismes et toutes les formes de xénophobie et de rejet de l'autre.

**La laïcité** établit que la souveraineté appartient au peuple tout entier en tant qu'association d'hommes et de femmes libres, égales, égaux. Elle fonde la liberté de conscience, l'égalité des droits, l'affirmation fraternelle. Elle ne saurait être un instrument de discrimination, de division ou

de stigmatisation sur la base des convictions religieuses. Elle appelle à la mise en actes des valeurs de la République.

Redonner sens à nos valeurs, c'est se donner de la force pour remettre en cause toutes les exploitations, dans le travail, la famille, la production et la consommation, la vie quotidienne, l'habitat et les loisirs, l'espace et le temps, la nature et les ressources naturelles.

**Une égalité en droits**, qui ne soit ni égalitarisme, ni mirage de l'égalité de chances, doit promouvoir les potentialités humaines, par l'appropriation citoyenne des savoirs, des arts et des cultures; par la maîtrise sociale des technologies numériques.

**Un développement continu des droits imprescriptibles de chaque individu** doit devenir un principe majeur : avec son épanouissement et son bien-être, quels que soient son sexe et ses orientations sexuelles, ses origines, ses opinions et ses convictions, son appartenance territoriale, son nom ou la couleur de sa peau.

**Une véritable révolution citoyenne** doit renouveler la démocratie et refondre la république pour permettre à chacune et chacun de participer à l'exercice des pouvoirs, de l'échelon local, le lieu de résidence, la commune... jusqu'à l'échelon national et européen.

L'aspiration de chacun-e à libérer son rapport au travail, à l'espace, au temps est une vraie force politique et l'appropriation des savoirs par toutes et tous devient ainsi centrale, car elle traverse tous ces enjeux.

Le savoir est un pouvoir et, pour en finir avec les inégalités, il est indispensable de donner à chacune et les moyens de comprendre le monde pour le transformer.

### **Pour l'égalité des territoires et de leurs habitants.**

**Il y a besoin d'un nouveau pacte républicain pour redonner leur place aux territoires et à ses populations** caractérisé par l'égalité, la dignité, les services publics garantissant le droit individuel et collectif des citoyen-e-s.

**Construire la ville de demain**, c'est repenser son rapport avec le reste des territoires et impulser un mode de développement plus horizontal et homogène. Dans un avenir proche, 80 % de la population habitera en ville, et pourtant cette dernière est au cœur de la fabrique des inégalités et ne répond plus aux besoins de ses populations avec notamment une crise profonde du logement.

**L'heure est à fonder, construire** une ville durable, où il fait bon vivre: c'est le droit à la ville pour tous. Rééquilibrer les territoires passe par la mise en œuvre d'une vraie solidarité, par un renouvellement urbain, des services publics, dont les transports, développés et modernisés et des moyens pour une politique de la ville efficace.

**La ruralité doit y avoir toute sa place**, en faisant le pari de l'agriculture durable, de l'artisanat, du développement des savoir-faire, en redéployant un réseau de transports et de services publics.

**Notre République doit être une, indivisible et décentralisée.** Chaque citoyen-e, quel que soit son lieu de résidence, doit pouvoir pleinement jouir de ses droits démocratiques d'intervention dans le débat public.

**Préserver la commune et le département et favoriser les coopérations** pour une nouvelle ambition dans l'aménagement du territoire. Cette exigence démocratique s'inscrit dans un rapport de proximité, faite de solidarité, d'égalité, de services publics.

**Face au coup d'État institutionnel : démocratie !** À l'opposé de ces exigences, la « nouvelle réorganisation territoriale de la République » (loi NOTRe), votée en août 2015, dessine un visage jamais connu dans la V<sup>e</sup> République. L'égalité des territoires vole en éclats, écrasée par le diktat de la course effrénée à la réduction des dépenses publiques et des services locaux de proximité aux citoyens. Des mégastructures métropoles, des super régions, des fusions intercommunales se créent avec une recentralisation des pouvoirs, éloignent les citoyen-e-s des décisions et tournent le dos aux politiques locales librement consenties. L'avenir de la commune est compromis. La cure d'austérité imposée aux collectivités met à mal l'investissement public et les besoins des habitants en matière de services publics, d'accès aux droits, d'équilibre des territoires. C'est un rouleau compresseur contre la démocratie elle-même. Tout cela exige mobilisation pour de nouveaux essors de la démocratie.

**Redonner du sens à l'engagement pour changer la vie et la société, pour transformer la politique face au libéralisme et à sa pensée unique.**

S'abstenir, ne plus être inscrits sur les listes électorales n'est souvent pas le reflet d'un acte manqué mais l'expression volontaire de se mettre hors champ du système à bout de souffle. Elles et ils refusent de choisir entre le pire et le moins pire, entre les promesses si souvent non tenues est les espoirs si cruellement déçus.

Elles et ils poussent ainsi un grand cri de colère en exprimant le sentiment de n'avoir plus prise sur les décisions. Mais c'est avant tout un appel lancinant à changer de séquence et à ouvrir celui d'une nouvelle ère démocratique et politique, qui mette enfin la citoyenne, le citoyen au cœur de tous les choix.

Celles et ceux qui souffrent ont aujourd'hui le plus intérêt à agir dans les valeurs universelles de solidarité, d'égalité, de justice et de transformations sociales, mais elles et ils désertent l'engagement politique ou se mettent hors champ du vote malgré les rêves qu'elles et ils portent en eux.

Un défi est à relever : redonner sens à l'engagement pour changer la vie, changer la société, s'engager, transformer la politique face au libéralisme, à sa pensée unique.

Notre système démocratique, socle de la République, est dans l'impasse. Pour des millions de citoyen-e-s domine le sentiment amer et parfois désespéré de n'être pas plus entendu-e-s que représenté-e-s, que les espoirs, y compris ceux de 2012, sont sacrifiés sur l'autel de la finance et du libéralisme.

C'est sur le champ de la reconquête de participation et d'engagement citoyen et politique, de réappropriation des enjeux de transformations que doit réinvestir un projet émancipateur en renouant les dialogues, en expérimentant de nouvelles pratiques politiques.

**Le nouveau pacte républicain porte au cœur la dignité, la solidarité, la démocratie.**

Penser, agir c'est être libre et décider, c'est s'épanouir, s'ouvrir à l'autre, c'est l'individu au service du collectif, d'un projet d'émancipation humaine, solidaire, constructif. La société d'individus libres et égaux en droits doit rendre force à la devise « liberté, égalité, fraternité » aujourd'hui bafouée pour des millions de citoyen-e-s.

## **La France, son peuple ont de la ressource.**

En s'appuyant sur ce qui a fait la France, de celle des lumières, celle de la Révolution et de Jaurès, à celle du Conseil national de la Résistance, de mai 68 et des conquêtes sociales, démocratiques, politiques, celui des droits des femmes et des libertés individuelles, et sur toutes les forces qui demandent aujourd'hui à s'unir, elle peut écrire une nouvelle page.

### **3.3 Réaliser l'égalité femmes-hommes et sortir du patriarcat : combattre le sexisme, agir pour l'égalité au travail et dans tous les domaines de la vie, lutter contre les violences faites aux femmes**

**Les mouvements que les femmes développent pour prendre le pouvoir sur leur travail, sur leur vie familiale ou sur leur activité citoyenne libèrent chaque jour des forces nouvelles.** C'est sur elles qu'il faut s'appuyer pour renverser une bonne fois pour toutes la domination patriarcale. Un vaste mouvement libérateur doit encore grandir : de la lutte contre les violences faites aux femmes à la fin des stéréotypes de genre en passant par la maîtrise du corps, pour mettre un terme au rôle subordonné que le patriarcat impose encore aux femmes, dans tous les domaines de leur vie privée et publique.

**La procréation permet, dans une certaine mesure, la reproduction d'un modèle de société.** Ce pouvoir rend les femmes « dangereuses » aux yeux des États ou des Églises qui prétendent les en déposséder, en restreignant leur choix d'avoir ou non des enfants. C'est l'exigence de la maîtrise de soi, de son temps, de son corps, de ses choix de vie qu'elles opposent à cette dépossession. Et cette critique qu'elles conduisent dans la pratique de leurs luttes atteint toute entière la prétention de l'État bourgeois à incarner l'intérêt général – ce même État actionnaire qui dépossède les salarié-e-s d'Air France de leur outil de travail.

Avec le développement des exigences familiales et un État défaillant, elles sont au centre de la bataille pour la mise en commun et en service public de l'accompagnement des personnes... Un mouvement qui porte la nécessité d'un véritable service public de la petite enfance, de la santé, de l'autonomie.

Les aspirations des femmes sont aussi broyées au nom de l'universel masculin. La dépossession démocratique des femmes est inscrite par construction dans nos institutions, et elle est édifiante d'assemblées qui fonctionnent contre les citoyen-ne-s qu'elles prétendent représenter. La voie de son dépassement, engagée par les femmes au travers de leurs luttes et de leurs votes, est aussi la voie de dépassement de la rupture démocratique générale qui fait le quotidien de notre vie politique. La bataille de la parité, intégrale et généralisée à toutes les responsabilités politiques, permet d'avancer vers la réalisation de cette exigence mais aussi de poser les questions de renouvellement des élu-e-s, de l'adéquation avec les contours de la société, ou encore du statut de l'élu-e.

La place donnée aux femmes est au fond la place donnée à l'autre. **Les luttes féministes pour une société de pleine égalité, de partage sont universelles.**

### **3.4 Tracer un chemin pour sortir de l'inhumanité : combattre le racisme, toutes les discriminations et toutes les formes de domination et d'aliénation**

Nourri par les frustrations, les souffrances, les inégalités et les déchirures que provoque notre société en crise, le racisme gangrène la République. Les actes antisémites et antimusulmans sont à la hausse.

Des offensives politiques de stigmatisation, des discours médiatiques islamophobes, ou encore les campagnes de faiseurs de haine sur les réseaux sociaux banalisent et libèrent la parole raciste. Les discriminations liées à la couleur de peau, au patronyme, à l'origine ou à la religion (réelles ou supposées) entraînent une souffrance qui aboutit à ce que les valeurs d'égalité, de fraternité et de solidarité deviennent, pour trop de nos concitoyens, des mots vides de sens.

C'est avec la même force qu'il faut combattre toutes les formes de racisme sans les hiérarchiser. La reconnaissance de la France telle qu'elle est dans sa diversité suppose une lutte acharnée pour l'égalité réelle.

La nation est une réalité objective mais aussi un imaginaire dans la façon de se représenter le peuple. Elle renvoie à un récit collectif qu'il ne faut pas laisser aux nationalistes et aux tenants d'une France éternelle. L'histoire ultramarine, l'histoire coloniale et celle de l'esclavage, tout comme l'histoire d'un siècle d'immigration font partie intégrante de notre histoire. Dans un contexte d'ethnisation des rapports sociaux, le racisme prend aujourd'hui de nouveaux habits, en traitant les cultures comme des « races », en les figeant. Sa montée s'inscrit dans l'exacerbation d'un affrontement identitaire qui cherche à effacer l'affrontement de classe.

Le racisme, la xénophobie et la peur de l'étranger sont des instruments de la domination économique et sociale qui permettent d'évacuer les responsabilités des politiques libérales et du capitalisme financiarisé. Cependant, comme pour le sexisme, on ne peut s'en tenir à la lutte sur le seul terrain économique pour combattre le racisme. La lutte pour l'émancipation passe par une bataille multiforme, politique et idéologique.

L'urgence est de recréer l'unité dans les couches et les quartiers populaires et au-delà, de faire converger les combats antiracistes, les luttes des migrants avec les diverses luttes sociales pour travailler au « tous ensemble ». C'est affirmer le vrai contenu de la laïcité garante du vivre-ensemble : ce combat de l'émancipation, de la dignité et de l'égalité réelle.

#### **4- Une France engagée pour la paix en Europe et dans le monde**

**Les bouleversements du monde sont profonds** et appellent à « miser sur les peuples ». Les aspirations populaires à la justice, à l'égalité, à la sécurité, à la solidarité, au développement humain, social et écologique ouvrent le chemin de la « grande paix humaine ».

Avec Jaurès, et à l'heure où les tenants de l'ordolibéralisme assèment que « nous sommes en guerre », décidément, le « combat pour la paix est bien le plus grand des combats ». Notre peuple, uni à d'autres partout dans le monde, peut affronter et dépasser les logiques de compétition, de domination, d'exploitation et d'aliénation et de bellicisme qui sont aux origines des conflits et guerres, de l'explosion exponentielle des inégalités, de l'humiliation des peuples, de leur mise en concurrence, de la décomposition de sociétés entières, et de la crise climatique.

**Transformer la mondialisation** aujourd'hui dominée par les logiques capitalistes et la dictature des marchés et institutions financières passe par des solidarités nouvelles par conforter la souveraineté et les droits des peuples et des citoyen-ne-s, par porter haut la communauté d'intérêts des peuples et des nations dans un monde de biens communs et de sécurité humaine collective : sécurité physique mais aussi alimentaire, sociale, politique, économique, environnementale. La sécurité des uns dépend de la sécurité de toutes et tous.

**La France a un rôle constructif à jouer pour redonner de la force au multilatéralisme.** Car chaque peuple, chaque nation compte pour un-e, pour ouvrir la voie à de nouveaux modes de développement et de production, et pour redéfinir, en Europe, un cadre régional de coopération et de sécurité collective inclusif.

#### **4.1 Construire une Europe au service des peuples : redéfinir ses fondements et son modèle de coopération, rassembler les forces progressistes**

**L'Union européenne néo-libérale est inopérante face aux défis communs des Européens et de l'humanité.**

Ses logiques de libre-échange, de compétition sans entrave et de priorité données aux marchés financiers, sa construction pour les intérêts capitalistes ont aggravé la crise financière de 2008 et réuni les conditions d'une nouvelle déflagration, plus violente encore pour nos sociétés, au prochain krach boursier.

L'autoritarisme et le pouvoir cédé aux institutions financières, une Banque centrale « indépendante » dans les processus décisionnels s'opposent désormais frontalement aux souverainetés populaires.

La mise en concurrence des travailleurs et les politiques d'austérité ont considérablement appauvri les peuples européens et détruisent les tissus économiques et sociaux de nos pays.

Les tensions et les divisions se développent ; l'UE est, dans sa forme actuelle, rejetée massivement par les peuples. Face à l'arrivée des réfugiés qui fuient la guerre, il n'y a pas de réponse commune, mais des stratégies nationales de fermeture, laissant seuls les pays situés aux frontières de l'UE.

Dans ce chaos qui les dépasse, les classes dirigeantes européennes parlent désormais ouvertement de sa « dislocation » ou d'une possible issue par une « Europe à deux vitesses ». Le retour des nationalismes est un risque bien réel. Par le dumping ou par le nationalisme, jeter les peuples les uns contre les autres peut conduire au pire.

**L'Europe actuelle est un verrou au développement humain.** Mais une coopération régionale d'une autre nature avec un euro au service des peuples et non des marchés financiers pourrait être un atout dans la lutte engagée pour une autre mondialisation. C'est la raison pour laquelle on ne doit pas abandonner l'idée d'une union. Mais il est indispensable de faire grandir une vision de refondation démocratique et solidaire de l'Europe. Une vision que devrait faire avancer la France, aux côtés des peuples et des gouvernements qui sont aujourd'hui en lutte pour leur développement national et le respect de leur souveraineté. Membre fondateur de l'UE, la France a une responsabilité particulière et dispose du poids nécessaire pour ouvrir un véritable débat sur les enjeux sociaux, démocratiques, environnementaux, sur le modèle de coopération démocratique à mettre en œuvre pour faire entrer l'Europe dans l'ère des biens communs. La France doit prendre des initiatives et offrir des bases d'actions populaires à toutes celles et tous ceux qui, en Europe, cherchent une issue progressiste à la crise. Ces forces sont nombreuses.

**Notre pays a les moyens de s'opposer aux logiques guerrières et il peut porter l'idée d'une Europe de la paix et de la coopération** ; une Europe accueillante pour celles et ceux qui fuient aujourd'hui les guerres, les dictatures et la misère. Elle pourrait reprendre le partenariat euro-Méditerranée sur de nouvelles bases pour un co-développement commun. La France peut s'opposer aux règles budgétaires des traités et au démantèlement des services publics et chercher au contraire à les développer à partir d'un fonds européen de développement humain, social et environnemental.

Notre pays peut se battre contre le dumping social et les réformes du marché du travail, par exemple en proposant une refonte de la directive des travailleurs détachés, en transposant la directive sur le congé maternité ; en défendant, pour tous les Européen-e-s, un modèle de sécurité sociale du travail permettant à chaque jeune de se former, en agissant pour l'intégration de clauses sociales dans les politiques communes.

**Porter le débat sur la place de la finance en Europe.** La France doit porter le fer sur le rôle de la Banque centrale européenne et faire en sorte que les 1 100 milliards de création monétaire servent vraiment l'économie réelle en allant aux investissements pour l'emploi et la transition écologique plutôt qu'à la spéculation financière. Cela implique de se désengager des négociations en cours sur le traité de libre-échange transatlantique (dit TAFTA ou PTCI) et le projet de démantèlement des services, baptisé TISA (Trade in Services Agreement : accord sur le commerce des services). Cela implique de remettre en cause le modèle de construction actuel. Nous voulons une union démocratique de nations et de peuples libres, souverains et associés, et une France qui consulte son peuple sur les enjeux européens clés. Nous défendons l'idée d'une construction à géométrie choisie, qui laisse la liberté aux peuples souverains de définir leur niveau d'intégration de manière démocratique.

#### **4.2 Construire un système mondial de sécurité collective et de paix, fondé sur les droits des peuples, refonder l'ONU et promouvoir de nouvelles coopérations internationales**

##### **Faire reculer les logiques de guerre**

La « guerre contre le terrorisme » djihadiste, par les ingérences, les opérations extérieures, les occupations militaires n'a eu pour seul résultat que de le renforcer et de plonger des millions de femmes et d'hommes dans plus de guerre, de violences et de misère. Ajoutée à la liberté maximale pour les capitaux financiers, au développement du libre-échange, de la prédation des ressources et richesses par de grands groupes puissants et à l'affaiblissement des États en Afrique et au Proche et Moyen-Orient, elle a nourri des logiques de guerre et de puissances.

**Il est temps de promouvoir un multilatéralisme qui ne subisse plus les pressions des plus puissants.** En redonnant à l'ONU les moyens de sa mission initiale affirmée dans sa Charte et en lui donnant autorité sur un FMI profondément transformé, il est possible d'agir sur les causes du « chaos du monde » : le développement du libre-échange, de la dérégulation, de la déréglementation, la financiarisation des économies, l'accaparement des ressources, la course aux armements.

Elle pourrait agir sur la prévention des conflits par le traitement prioritaire des inégalités et des injustices sociales et économiques, sur la protection des travailleuses et des travailleurs, de leurs droits, la résolution politique des guerres, la promotion universelle des droits sociaux, écologiques et démocratiques, la promotion et la gestion multilatérale des biens communs universels (l'eau, l'énergie, les connaissances) et des libertés fondamentales dont la liberté de circulation, la solidarité devant les grands défis climatiques et écologiques du siècle.

À l'opposé des politiques d'alliances antagonistes et des égoïsmes nationaux ou régionaux, de l'OTAN qui participe à l'insécurité du monde, il s'agit de prévaloir des espaces de coopération et de sécurité inclusifs et collaboratifs.

En entravant l'emprise des marchés financiers et des institutions financières internationales (IFI), au premier rang desquelles le FMI, en appelant à leur refonte pour les extraire de l'hégémonie du dollar

comme y invitent nombre de pays émergents, l'humanité pourrait ouvrir la voie à des partenariats réciproquement avantageux et basés sur des principes de solidarité et de complémentarité pour relever les défis des mutations économiques, de la maîtrise des échanges, du réchauffement climatique, du désarmement, de la dénucléarisation, de la nécessaire réinvention de nouveaux modes de développement et de production au service des peuples dans le respect des écosystèmes.

### **4.3 Combattre la guerre économique et les dérives guerrières qu'elle engendre : contester les forces internationalisées du marché par des lois sociales et contraignantes et de nouveaux droits aux salarié-e-s et aux élu-e-s**

L'OMC puis maintenant les Accords de libre-échange (ALE) formatent un monde de mise en concurrence des peuples et alimentent protectionnisme, populismes et nationalismes. Ils s'accompagnent d'attaques, sans précédent pour les Européen-e-s depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et pour tous les peuples dans le monde, contre les droits sociaux, l'accès à l'emploi, les droits syndicaux.

Celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour s'assurer une existence digne sont précarisés, humilié-e-s, méprisé-e-s par le travail informel, sous-payé, non garanti et non réglementé, la réduction ou l'absence de protection sociale.

**Changer de paradigme, c'est substituer à ces logiques prédatrices celle d'une civilisation humaine** du partage, du bien-vivre et du commun garantissant aux peuples et aux citoyen-ne-s l'égalité des droits politiques, sociaux, économiques, le plein exercice de leur souveraineté.

La révolution numérique induit des mutations profondes du travail, du salariat, des modes de production : elle ouvre aussi des possibilités jusqu'ici inédites de mises en commun des ressources et richesses.

La lutte contre les inégalités et les injustices sociales, pour les droits et la démocratie dans toutes les régions du monde sonnent l'heure d'une nouvelle convergence des luttes sociales pour la sécurité de l'emploi, pour l'éducation et la formation, pour la protection sociale, les salaires, les retraites, la santé au travail, la durée légale du travail, le droit de grève.

Dans le bras-de-fer engagé au plan européen et mondial contre le grand patronat, les groupes et les gros actionnaires, l'Organisation internationale du travail qui doit être soutenue a vocation à contribuer au progrès social sur tous les continents.

Les organisations européennes et internationales des travailleuses et des travailleurs, les citoyen-ne-s, les forces politiques progressistes sont appelées à unir leurs forces pour mettre en échec la marchandisation du travail, des droits humains et pour la conquête de droits nouveaux dans tous les lieux et entités de travail.